

EXTENSION BUREAUX IMAGERIE MEDICALE AP-HP (CRETEIL-94)

MAITRES D'ŒUVRE	Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor 1 Rue Gustave Eiffel 94000 CRETEIL	 AP-HP. Hôpitaux universitaires Henri-Mondor
ASSISTANCE A LA MAITRISE D'ŒUVRE	BE Technique & Economiste : SCOPING, Ingénierie et Conseil 15 rue Emile Baudot 91300 MASSY	 SCOPING concepteur-novateur de la ville de demain.
	BE Structure : ISBC International Structure & Building Consultancy 23 Avenue du Général Leclerc, 92340 Bourg la Reine	 SARY  ADS  ISBC 23 Av du Général LECLERC. 92340 BOURG-LA-REINE Tél: +33 1 42 50 04 73 Email: contact@groupe-sary.com
BUREAU DE CONTROLE	Bureau de contrôle : DEKRA Zac du Bois Chaland. 10-12 rue du Bois Chaland 91029 Evry	 DEKRA On the safe side.
COORDINATEUR SSI	Coordinateur SSI : NAMIXIS 260 Avenue Pierre Brosolette 92240 Malakoff	 NAMIXIS & SSICoop GROUPE SYSTEA

LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

PRO/DCE

C.C.T.P.

A	05/04/2024	Première édition
B	12/08/2024	Modification des textes
Indice	Date	Nature

Etabli par : NC

Le : 05 Avril 2024

Vérifié par : NC

Le : 05 Avril 2024

Approuvé par : NC

Le : 05 Avril 2024

N° affaire :

SOMMAIRE

0.0	PRESCRIPTIONS GENERALES	4
0.0.1	INTRODUCTION	4
0.0.2	PREAMBULE	4
0.0.3	ACTEURS DU PROJET	4
0.0.4	ETENDUE DES TRAVAUX	4
0.0.5	PHASAGE	5
0.0.6	PRESENTATION DU PRESENT CCTP	5
0.0.7	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES	5
0.0.8	PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES CONTRACTUELLES A L'OPERATION	6
0.0.9	SECURITE ET HYGIENE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX ET LA MAINTENANCE APRES RECEPTION	7
0.0.10	PRESCRIPTIONS ACOUSTIQUES	7
0.0.11	EXECUTION DES TRAVAUX	7
0.1	ETUDES ET OFFRE DE L'ENTREPRISE	9
0.1.1	RECONNAISSANCE DU SITE – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER	9
0.1.2	INTERPRETATION DES DOCUMENTS DE L'ETUDE	10
0.1.3	PRESTATIONS DUES - OUVRAGES IMPLICITEMENT DECRITS	10
0.1.4	SUJETIONS DIVERSES COMPRISES DANS LES PRIX	11
0.1.5	ETABLISSEMENT DES QUANTITES, DES DETAILS ESTIMATIFS	11
0.1.6	DOCUMENTS ET PLANS D'EXECUTION ET DE FABRICATION, DETAILS DE MISE EN ŒUVRE, SCHEMA, ETC.	12
0.1.7	TRANSMISSION DES DOCUMENTS D'EXECUTION	13
0.1.8	REALISATION DE LA SYNTHESE	14
0.1.9	PERIODES DE PREPARATION	16
0.1.10	DEMANDES DIVERSES	16
0.1.11	MARQUES – ECHANTILLONS – PROTOTYPES	16
0.1.12	COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES	17
0.1.13	VERIFICATIONS TECHNIQUES	18
0.1.14	BIM	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
0.2	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
0.2.1	ORGANISATION MATERIELLE DU CHANTIER	19
0.2.2	PRESTATIONS LIES AU PHASAGE	19
0.2.3	PANNEAU DE CHANTIER ET PARTENAIRES FINANCIERS	20
0.2.4	CLOTURE DE CHANTIER	20
0.2.5	VOIRIE DE CHANTIER OU RESEAUX PROVISOIRES – DIVERS FLUIDES ET ENERGIES	20
0.2.6	REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE DE CHANTIER	21
0.3	PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COORDINATION INTER-ENTREPRISES	22
0.3.1	COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION	22
0.3.2	COMPTE PRORATA	22
0.3.3	COMPTE-RENDUS DE CHANTIER	22
0.3.4	RESERVATIONS – PERCEMENTS DANS LE NEUF ET L'EXISTANT	22
0.3.5	SCELLEMENTS – REBOUCHAGES	23
0.3.6	TRAITS DE NIVEAUX – TRACAGE – MISE EN PLACE DES AXES	23
0.3.7	RECEPTION DES SUPPORTS	24
0.3.8	FERMETURE PROVISoire DU CHANTIER	24
0.3.9	EVACUATION DES GRAVATS – TRAITEMENT DES DECHETS	25
0.3.10	NETTOYAGES – GRAVATS	25
0.4	PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES OUVRAGES	26
0.4.1	PROTECTION DES EXISTANTS	26
0.4.2	PROTECTION DES OUVRAGES – MATERIAUX – MATERIELS	26
0.5	PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RECEPTION DES TRAVAUX	27
0.5.1	ESSAIS DE MATERIAUX ET DE MISE EN ŒUVRE	27
0.5.2	DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR LES OUVRAGES	27
0.6	LIMITES DE PRESTATIONS	28
0.7	PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES LIEES AU COVID	29
0.7.1	LE RESPECT DES MESURES EDICTEES PAR LES AUTORITES ET LES BRANCHES PROFESSIONNELLES.	29
0.7.2	LA MISE A JOUR DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS (DUERP)	29
0.7.3	L'INFORMATION DES SALARIES	29
0.7.4	REFERENT COVID	29
0.7.5	AUTRES MOYENS A PREVOIR	30
0.8	ANNEXE N°1 – REGLEMENT DE CHANTIER	31

1.00	GESTION DU COMPTE PRORATA.....	31
2.00	TRESORERIE DU COMPTE PRORATA.....	31
3.00	INSCRIPTIONS AU COMPTE PRORATA	31
3.01	JUSTIFICATIONS	31
3.02	DEBOURSES.....	31
4.00	COMITE DE CONTROLE	32
5.00	SOLDE – REPARTITION – IMPUTATION	32
6.00	REGLES PARTICULIERES PROPRES AU PRESENT MARCHÉ DE TRAVAUX	32
6.01	DEPENSES D'INVESTISSEMENTS.....	32
6.02	DEPENSES D'ENTRETIEN ET DE CONSOMMATION – COMPTE PRORATA	33
7.00	GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA.....	34

0.0 **PRESCRIPTIONS GENERALES**

0.0.1 **INTRODUCTION**

Le projet concerne la création d'un niveau supplémentaire pour des bureaux tertiaires du service de l'imagerie médicale.

Cette création consiste à surélever le rez de chaussée haut d'un étage supplémentaire d'environ 700m² composé de 18 bureaux et salle de réunion pour environ 50 postes de travail.

L'extension se fait sur la terrasse du bâtiment O (Bloc 13 et 14) qui fait partie intégrante de l'IGH, et classé en IGH type U 1er catégorie du centre hospitalier Henri Mondor, situé au 1 rue Gustave Eiffel, 94000 Créteil.

Le bâtiment est composé de 3 niveaux en béton armé avec une structure porteuse simple en poteaux poutres et dalle pleine coulé en place. Le tout repose sur un système de fondations sur puits.

Le niveau supplémentaire sera en structure métallique sur une surface d'environ 700 m².

Un ascenseur ainsi qu'un escalier seront créés pour assurer la liaison entre l'existant et la surélévation.

0.0.2 **PREAMBULE**

Le présent CCTC a pour objet de présenter le projet et de définir les prescriptions générales communes à tous les corps d'état pour la restructuration du campus scolaire de Coulommiers.

Ce CCTC est complémentaire aux CCTP spécifiques à chaque corps d'état, étant entendu que l'ensemble forme un tout indissociable, complémentaire les uns des autres

Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, le présent document à priorité sur les Cahiers des Clauses Particulières des autres différents corps d'état.

Le présent document a pour objet de définir les prestations communes incombant à tous les corps d'état, de permettre aux entreprises d'établir leur proposition sans restriction ni réserve et de définir leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

Il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des travaux, en conformité avec les plans, la réglementation et l'ensemble des Normes réputées connues à la remise de l'offre. L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constituant le marché et notamment le présent C.C.T.C

0.0.3 **ACTEURS DU PROJET**

- Maitrise d'œuvre : AP HP Hôpitaux universitaires Henri Mondor
- Assistance à la Maitrise d'œuvre :
 - o ISBC BET Structure
 - o Scoping BET TCE et économiste
- BCT : Dekra
- Coordinateur SSI : Namixis et SSI Coor

0.0.4 **ETENDUE DES TRAVAUX**

Dans le cadre du projet, les travaux consisteront en :

- Construction d'un niveau de surélévation sur un bâtiment existant.

D'une façon générale et sauf spécifications particulières, les prestations dues au titre du présent marché concernent exclusivement celles incluses dans l'emprise au sol du terrain, y compris les travaux d'aménagement des abords immédiats au projet, et les travaux de renforcement de structure.

Tous les travaux s'entendent parachevés ; les locaux et matériels livrés en état d'utilisation, autocontrôle effectué, ayant subi le contrôle de conformité réglementaire des autorités compétentes (Bureau de Contrôle, Commission de Sécurité, etc.).

Les travaux sur les différents réseaux divers desservant le bâtiment sont inclus au marché (desserte en eau, téléphone type DECT, électricité, EU, EV et EP et dévoiements des réseaux existants, et mise en place d'une fibre).

0.0.5 **PHASAGE**

Le chantier se déroulera en une seule et unique phase.

Afin de se prémunir de tout incident, l'entreprise en charge des installations de chantier devra une sécurisation des lieux entre emprise travaux et zone accessible à la voirie publique. Un balisage et une signalisation réglementaires devront être mis en place avant l'ouverture du chantier, et dans les zones occupées ES1 et ES2.

Il est à noter que les travaux se situent dans un centre hospitalier occupé. Toutes les sujétions de sécurité et d'aménagement permettant de garantir la sécurité des utilisateurs seront à la charge de l'entreprise.

Le bâtiment imagerie médicale situé en dessous du projet et constitué des niveaux RDC Bas, ES2 et ES1 sera occupé. Pour l'ensemble de leurs interventions, les entreprises doivent garantir la sécurité du personnel hospitalier et des patients, à tout instant.

0.0.6 **PRESENTATION DU PRESENT CCTP**

Le présent C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières) forme un ensemble indissociable. Il est divisé en lots correspondant à un corps de métier, tous les lots ou chapitres doivent être connus de chaque entreprise intervenante.

La répartition des lots est la suivante :

- Lot 1 : **GROS ŒUVRE ET CHARPENTE METALLIQUE**
- Lot 2 : **ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES**
- Lot 3 : **PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION DESENFUMAGE**
- Lot 4 : **AMENAGEMENTS INTERIEURS**
- Lot 5 : **REVETEMENTS DE FACADE**
- Lot 6 : **MENUISERIES EXTERIEURES**
- Lot 7 : **ETANCHEITE COUVERTURE**
- Lot 8 : **ASCENSEUR**

0.0.7 **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES**

Les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation des travaux.

a) Textes généraux

Le présent C.C.T.C. ne reprend pas dans le détail l'ensemble des textes généraux. Il est sous-entendu que tous les ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions de détails des documents définis ci-après

ainsi qu'aux prescriptions réglementaires des textes officiels, lois et arrêtés s'appliquant à l'édification des constructions sur le territoire français.

Et non exhaustivement les textes suivants :

- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Le Code du Travail,
- Le Code de la Santé Publique,
- Les prescriptions techniques générales ci-après,
- L'ensemble des DTU publiés au jour de la remise des offres des entreprises avec leurs cahiers des charges et annexes du CSTB pour les matériaux non traditionnels,
- Les avis techniques du CSTB pour les matériaux non traditionnels,
- L'ensemble des normes françaises définies par l'afnor,
- Le règlement sanitaire départemental de l'Essonne
- La réglementation locale avec les arrêtés préfectoraux et municipaux,
- Les cahiers des charges techniques générales (C.C.T.G.),

b) Dispositions spécifiques au projet

- Prescriptions relatives à la sécurité contre l'incendie dans les Établissements Recevant du Public, suivant notice de sécurité incendie
- Prise en compte des attendus du PC
- Prise en compte des réseaux existants à proximité
- Prise en compte de tout diagnostic ou information annexée au DCE.
- ...

c) Remarques importantes concernant la réglementation

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait qu'il devra prévoir dans son offre toutes les prestations nécessaires à la réalisation des travaux conformément aux normes en vigueur au moment de la consultation.

Il ne pourra pas être alloué à l'entreprise aucun supplément pour réaliser les travaux conformément aux normes en vigueur même si le descriptif est imprécis sauf si l'offre de l'entreprise comporte clairement indiquer sous forme de mémoire technique ou d'option libre, les travaux indispensables à la bonne exécution qui ne sont pas compris dans son prix global et forfaitaire.

De plus, l'entreprise devra signaler par courrier à la Maîtrise d'Ouvrage et aux Maîtres d'Œuvre, tout changement de la réglementation après la remise des offres et cela jusqu'à la réception des ouvrages. Le manquement à cette obligation imposera pour l'entreprise, la réalisation des travaux conformément aux nouvelles normes sans supplément de prix.

S'agissant de nouveaux ouvrages, les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation des ouvrages décrits dans le projet.

0.0.8 **PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES CONTRACTUELLES A L'OPERATION**

La présente opération a fait l'objet dès son initiation d'une démarche environnementale globale suivant le référentiel nationale (RE 2020). Cette démarche environnementale globale met en particulier l'accent sur la performance énergétique du projet et sur le bilan carbone.

En ce qui concerne la thermique, les caractéristiques et les épaisseurs des isolants indiquées dans la notice thermique sont à considérer comme des minima.

En ce qui concerne l'acoustique, les épaisseurs des parois et planchers et la définition des matériaux et matériels mentionnés dans la notice acoustique et dans le présent document doivent permettre l'obtention du niveau de qualité recherché.

Ces éléments sont traités dans le présent document, chapitre « Erreur ! Source du renvoi introuvable. REF_Ref109044676 h * MERGEFORMAT Erreur ! Source du renvoi introuvable. ».

0.0.9 **SECURITE ET HYGIENE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX ET LA MAINTENANCE APRES RECEPTION**

L'attention des entreprises et de tous les intervenants sur le chantier sera tout particulièrement attirée sur l'obligation de respecter au sens le plus strict toutes les dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, tant au sens de la prévoyance que de la sécurité effective lors de la réalisation.

Les dispositions générales sont définies dans le Code du Travail par la loi 91-1414 en date du 31 décembre 1991, n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et dans le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n° 95-608 en date du 6 mai 1995.

Les dispositions particulières sont définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par le coordonnateur de sécurité désigné pour l'opération et joint au présent dossier.

Au stade conception et lors de la mise au point des détails d'exécution, chaque entreprise intervenante devra avoir le souci de tenir compte de la sécurité pendant et après exécution.

En fin de travaux, chaque entreprise devra remettre au coordonnateur de sécurité un dossier définissant les modalités de maintenances ou de grosses réparations avec mention des dispositifs de sécurité à prévoir.

L'attention des entreprises est également attirée sur le site de réalisation des travaux. Toutes les dispositions particulières qui en découlent devront être prises pour assurer la sécurité du personnel et l'interdiction permanente de l'accès au chantier.

0.0.10 **PRESCRIPTIONS ACOUSTIQUES**

Les exigences sont détaillées dans la notice acoustique, jointe au DCE, réalisée par CDB Acoustique.

En ce qui concerne l'acoustique, les épaisseurs des parois et planchers et la définition des matériaux et matériels mentionnés dans le présent document, ils doivent permettre l'obtention du niveau de qualité recherché et spécifié dans la notice acoustique. Les entreprises étant chargées des plans d'exécution, doivent prendre toutes les dispositions pour étudier en détail les dispositions retenues et corriger éventuellement les insuffisances des performances des matériaux définis.

0.0.11 **EXECUTION DES TRAVAUX**

- > Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander la dépose de tout ouvrage réaliser qui serait non conforme à une validation délivrée en phase EXE.
- > L'exécution de travaux ou ouvrages, avant approbation définitive et sans réserve de l'ensemble des intervenants, est formellement interdite et pourra donner lieu à l'application de pénalités.
- > Le matériel installé pourra provenir d'une autre marque sous réserve de la validation et reconnaissance d'équivalence par la MOE. Cette notion d'équivalence s'exercera durant l'appel d'offre et deviendra obsolète à la signature des marchés (sauf en cas d'indisponibilité, qui sera alors dument justifiée), le choix des matériels étant défini.
- > Les éléments présents dans les pièces graphiques qui ne seraient pas pris en compte dans les pièces écrites sont à chiffrer et intégrer dans le prix global et forfaitaire.
- > Dans les 3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage, les entrepreneurs, chacun pour ses lots, ont l'obligation de présenter au maître d'ouvrage et à la maitrise d'œuvre l'intégralité des prototypes et échantillons validés par l'architecte pendant la préparation de chantier.
- > Les entreprises auront à leur charge de protéger les ouvrants existants et construits et resteront responsables de tous les dégâts qui seraient occasionnés.

- > Avant commencement des travaux et dans tous les cas, chaque entrepreneur est tenu de procéder à la réception des supports qui lui sont livrés. Cette réception est effectuée avec l'entrepreneur du lot livrant les supports.
- > Pour la réalisation des bâtiments et ouvrages neufs, les entreprises des corps d'état secondaires indiqueront à l'entreprise de gros œuvre, tous les passages de canalisations, fourreaux, trémies, réservations, passages de gaines... dans les murs, poutres, poteaux, planchers et autres éléments de structures, qui leurs sont nécessaires, ainsi que les emplacements des percements et scellements, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas gêner l'avancement des travaux de gros œuvre.
- > Des essais permettant de vérifier la conformité des ouvrages aux prescriptions et aux exigences spécifiques des documents du Marché seront à la charge de l'entrepreneur.
- > Les entreprises définiront le programme de contrôle interne (ou autocontrôle) en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et indiqueront le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Ce programme devra être approuvé par le contrôleur technique.
- > Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.
- > L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

0.1 **ETUDES ET OFFRE DE L'ENTREPRISE**

0.1.1 **RECONNAISSANCE DU SITE – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER**

Au stade de l'appel d'offre, puis des travaux, il sera fait obligation à l'entreprise de se rendre sur les lieux du chantier pour connaître les dispositions d'accès, les dispositions qu'elle a à prendre pour ses installations de chantier et ses stockages, les servitudes dues à l'environnement, aux règlements des voiries, etc. A l'issue de cette visite les offres des entreprises seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les sujétions des constats faits lors de la visite de reconnaissance des lieux.

Les entreprises reconnaissent qu'elles ont une parfaite connaissance du projet et en particulier des documents et des sujétions ayant une incidence sur la nature et l'exécution des ouvrages à réaliser. Bien que classés par corps d'état, les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et décomposition du prix global et forfaitaire forment un ensemble cohérent.

Les entreprises devront prévoir tous les travaux indispensables et les contraintes en découlant, pour assurer le complet et parfait achèvement des ouvrages qui sont à sa charge, même s'il n'en est pas spécifiquement fait état dans les pièces écrites.

Afin que les entreprises prennent pleinement conscience des travaux et des enjeux du site, nous demandons également :

- Un constat d'huissier avant travaux incluant bâtiments existant, éléments patrimoniaux, voiries et abords. (Lot 1)
- Une présentation du projet aux entreprises retenues par le MOE
- La mise à disposition d'une plaquette informative des travaux. (Lot 1)
- Un affichage des visuels du projet dans la base vie pour impliquer l'ensemble des membres de l'entreprise aux enjeux de l'ouvrage à réaliser. (Lot 1)

Les entrepreneurs reconnaissent :

- S'être rendu sur le site pour prendre connaissance du terrain, de son environnement, des moyens d'accès, des possibilités d'installation de chantier, des mesures à prendre pour permettre l'intervention de son personnel dans de bonnes conditions, mais aussi de l'importance des travaux qu'il aura à prendre en charge,
- Par ses connaissances professionnelles et sa qualification, avoir suppléé aux détails et aux conditions qui auraient pu être non spécifiées dans les pièces écrites ou sur les documents graphiques,
- Avoir procédé à tous les sondages et reconnaissances qu'il aura jugés nécessaires pour permettre le chiffrage de sa prestation,
- Avoir pris connaissance : du rapport de mission de repérage de matériaux contenant de l'amiante avant réalisation des travaux, du rapport initial du bureau de contrôle, du plan général de coordination (PGC).

Les entreprises prévoient à leur charge toutes sujétions liées à leur offre, notamment :

- Les contraintes d'accès au site et de stationnement.
- Les frais d'autorisation d'immobilisation de voirie.
- D'une façon générale, de tous les points pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.
- Les demandes portées sur le Plan Général de Coordination établi par le Coordinateur SPS
- Toutes les sujétions et tous les points pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

Les offres comprendront explicitement et implicitement tous les travaux nécessaires à l'exécution complète des ouvrages de chaque lot.

En conséquence, il n'est jamais alloué de suppléments quelconques pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier et à l'état existant qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels, s'avèreraient nécessaires.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises et les protections nécessaires réalisées pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages existants et/ou créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détritux, matériaux, etc. et parfaitement remis en état.

Les arbres et végétaux existants sont également des éléments à remettre en état. Si malgré toutes les précautions prises pour protéger les végétaux des dégradations étaient constatées, l'entreprise responsable devra remplacer l'élément dégradé par un élément sain de mêmes caractéristiques (essence et taille).

0.1.2 **INTERPRETATION DES DOCUMENTS DE L'ETUDE**

Les documents écrits et graphiques établis par le Maître d'Œuvre ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Ils sont réalisés au stade projet.

Le MOE réalise les études d'exécution suivant les éléments fournis au DCE, qui seront mis à jour lors de la préparation de chantier

Tous les compléments de plans et détails d'exécution et de fabrication seront établis par chaque entreprise.

S'agissant d'existant, l'attention de chaque intervenant est attirée sur les côtes indiquées sur les plans. Ces cotes sont indicatives, il appartient à l'entrepreneur de les vérifier à tous les stades de son intervention. Il est à signaler que les ouvrages ne sont pas forcément identiques et que leurs dimensions, épaisseurs et consistances ne sont pas répétitives.

Avant tout établissement des plans et détails de fabrication, d'atelier et de chantier établis par ses soins, les entreprises s'assureront de l'exactitude des cotes des plans et coupes établis par la Maîtrise d'Œuvre, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses éventuelles observations au Maître d'Œuvre.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que chaque entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Au stade de l'étude de prix, certains plans techniques ayant été établis à partir des fonds de plans architectes au stade intermédiaire sont parfois moins renseignés ou définis que les plans définitifs de l'appel d'offres, l'entrepreneur aura à consulter systématiquement à la fois les plans techniques pour leurs principes et spécifications et les plans architectes qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : volumes des locaux, implantations des divers ouvrages non mentionnés sur les plans techniques.

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier.

Pour tel lot ou chapitre, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites dudit lot ou chapitre ou celles d'un autre lot ou chapitre. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur spécialiste pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits.

En conséquence et d'une façon générale, chaque entrepreneur doit tous les travaux, fournitures et prestations même non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite, au sens habituel du terme et des règles de l'art, chaque entrepreneur étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots ou chapitres sur ses propres travaux.

Par ailleurs, toutes les démarches administratives ou d'agrément techniques de documents auprès des services publics ou concessionnaires sont à la charge de l'entrepreneur.

0.1.3 **PRESTATIONS DUES - OUVRAGES IMPLICITEMENT DECRITS**

Les éléments présents dans les pièces graphiques qui ne seraient pas pris en comptes dans les pièces écrites sont à chiffrer et intégrer dans le prix global et forfaitaire.

0.1.4 **SUJETIONS DIVERSES COMPRISES DANS LES PRIX**

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions telles qu'elles résultent des différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du calendrier d'exécution, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention, d'accidents du travail, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé. Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précités parus à la date de signature du marché. En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire, pour le règlement des travaux supplémentaires comprend ces sujétions et ne peut être affectée d'autre plus-value quelle qu'en soit la quantité ou la situation de l'ouvrage pour lequel elle est appliquée.

Les frais engendrés par le préchauffage des locaux seront à la charge de chaque entreprise selon ses besoins. À ce titre les entreprises peuvent mettre en place un compte interentreprises qu'elles géreront elles-mêmes, indépendamment du compte prorata.

0.1.5 **ETABLISSEMENT DES QUANTITES, DES DETAILS ESTIMATIFS**

Dans le cadre de la mission du MOE, les quantités sont données à titre indicatif au DCE. L'entreprise reste toutefois responsable de l'établissement de ses quantitatifs.

Les prix du marché sont des prix FORFAITAIRES. Ils sont établis par les entrepreneurs, sous leur responsabilité. Les quantités et les prix établis par les entreprises tiennent compte des fournitures, de la main-d'œuvre et de toutes les sujétions énumérées dans l'article correspondant au C.C.T.P., des différentes charges imposées par les différents documents contractuels.

Le cadre de bordereau et la définition des ouvrages de la Maîtrise d'Œuvre doivent être impérativement contrôlés et complétés au stade de l'étude de prix par l'entrepreneur. Après la signature du marché, aucune réclamation ne sera admise.

L'entrepreneur reconnaît avoir été informé de ce que le C.C.T.P, par raison de simplification, n'a pas un caractère limitatif, et avoir compris dans sa soumission, tous les travaux de sa profession indispensables à l'achèvement complet, suivant les règles de l'art, D.T.U., normes et prescriptions des fabricants, de l'ensemble des installations et ouvrages désignés ci-dessus.

En conséquence, il ne pourra jamais arguer que des erreurs ou des omissions aux C.C.T.P ou aux plans puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux ou fassent l'objet de supplément sur son prix. Les ouvrages non décrits seront traités par analogie avec ceux faisant l'objet du C.C.T.P, établi dans le seul but de servir de base pour l'étude du prix de la construction, et permettre la juste comparaison des offres des entreprises consultées, à charge pour l'entrepreneur de vérifier l'exactitude de son contenu, et dans le temps, de la conformité des natures d'ouvrages énumérées, avec les textes officiels, avant signature de l'acte d'engagement.

Ainsi, de par l'acceptation du présent marché, il déclare avoir fait à l'avance tous devis et vérifications quelconques utiles pour se rendre compte de l'importance et de la valeur générale des travaux et fournitures ainsi que des charges, et c'est d'après ses propres calculs qu'il est amené à proposer le prix à forfait. Il ne sera donc admis de sa part aucune répétition pour quelque cause que ce soit, si ce n'est pour raison de changements imposés.

D'une part, l'entrepreneur reconnaît s'être rendu compte sur place des difficultés de service d'approvisionnement, de toutes sujétions sur les conditions d'exécution et d'avoir fait à ce sujet toutes les prévisions utiles.

Par ailleurs, il est précisé que les dispositions relatives aux installations de chantier et compte prorata sont dans le présent document ainsi que dans les CCTP.

0.1.6 **DOCUMENTS ET PLANS D'EXECUTION ET DE FABRICATION, DETAILS DE MISE EN ŒUVRE, SCHEMA, ETC.**

Les études et documents d'exécution seront réalisés par les entreprises.

Les compléments d'études d'exécution, détails de fabrication, plans d'atelier et de chantier et dimensionnements d'ouvrages liés aux installations de chantier seront réalisés par chaque entrepreneur et remis en temps utile et pendant les périodes de préparation pour permettre la coordination avec les autres corps d'état.

Afin d'assurer le bon déroulé des études d'exécution, les entreprises devront fournir leur planning d'exécution des travaux 15 jours après l'OS de démarrage des travaux ;

Les entreprises fourniront la liste prévisionnelle de leurs documents d'exécutions, plan de fabrication, ateliers, fiches produits, notes de calcul, bilans, détails (*ces détails consistent en l'établissement des nomenclatures, détails d'assemblages, produits, fenêtres, tableaux électriques, colliers de fixation, couvertures...*), plannings et fiches produits.... Prenant également en compte les échantillons et prototypes.

Pour chaque document les dates prévisionnelles d'émission par document seront précisées

C'est une étape indispensable au bon démarrage de l'opération.

Les listes prévisionnelles doivent impérativement être remises dans les 15 jours après notification de phase. Une pénalité de non remise de document d'exécution sera appliquée le cas échéant.

Cette liste sera soumise au visa de la maîtrise d'œuvre

Les plans seront remis en 3 exemplaires papier minimum : pour l'architecte, pour le bureau d'études, et pour le bureau de contrôle ; avec exemplaire supplémentaire pour les intervenants intéressés (acousticien, AMO...). Les entreprises devront fournir un état des diffusions (dates et destinataires) et visas en retour.

Avant le lancement des fabrications en atelier ou de réalisation sur le chantier, il appartiendra à l'entreprise de vérifier toutes les cotations des plans ou des ouvrages dans lesquels viendront se fixer ou s'insérer ses prestations.

L'entrepreneur reste responsable des cotations. Tous ces documents doivent prendre en compte la coordination avec les autres lots.

Il doit avertir la Maîtrise d'Œuvre de toutes les erreurs et défauts constatés qui ne seraient pas dans les tolérances et qui entraîneraient une gêne pour la bonne mise en œuvre de ses prestations ou une mauvaise coordination d'exécution.

Le contrôle des dimensions sur le site s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution.

Les entreprises devront soumettre au visa de la maîtrise d'œuvre l'intégralité des documents d'exécution dans un planning qui sera validé par l'OPC et en prenant compte de devoir reprendre les documents en cas d'observations de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux ne pourra se faire sans visa

Sur la forme, les entreprises seront tenues de :

- Respecter les documents types fournis par l'architecte :
 - Cartouche des documents d'exécution
 - Cartouche fiche produit
 - Bordereau type de remise des documents
 - Fiche question réponse
- Respecter la charte et nomenclature de nommage des documents d'exécution fournie par la maîtrise d'œuvre qui permettra d'identifier sur le nom numérique du fichier ainsi que la cartouche, le lot, l'entreprise, le bâtiment, l'état du plan, l'identification du plan et l'indice.

L'ensemble de documents et plans mentionnés ci-avant sont réalisés par les entreprises, ils seront soumis au visa de la maîtrise d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique. Tous les documents d'exécution (plans, fiches techniques, fiches questions, notes de calculs...) doivent être impérativement visés par la maîtrise d'œuvre (architectes et/ou bureaux d'études).

Chaque entreprise est tenue de mettre à jour ses plans d'exécution selon le refus d'un visa ou une décision prise en réunion de synthèse et autant de fois que cela sera nécessaire.

Il est à la charge de l'entreprise de diffuser ses documents d'exécution suffisamment en amont pour permettre un circuit de validation convenable au regard du planning d'exécution. En conséquence de quoi, il est exigé aux entreprises une remise de tous les documents d'exécution dès la phase de préparation et à minima 3 mois avant l'intervention ou commande.

L'exécution des travaux ne pourra se faire sans visa.

0.1.7 TRANSMISSION DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Les documents d'exécution produits par les entreprises titulaires devront être transmis au format PDF + dwg par courriel électronique.

Ces études d'exécutions, ainsi que l'ensemble des éléments transmis par les entreprises, seront soumises au visa de la maîtrise d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique. Tous les documents d'exécution fournis par les entreprises (plans, fiches techniques, fiches questions, notes de calculs...) doivent être impérativement analysés et validés par la maîtrise d'œuvre (architectes et/ou bureaux d'études).

Chaque entreprise doit fournir ses documents d'exécution coordonnés avec les différents lots. Les documents d'exécution devront être déposés au format PDF + dwg sur la plateforme d'échanges informatique par chaque entreprise titulaire.

- > Chaque entreprise est tenue de mettre à jour ses plans d'exécution selon le refus d'un visa ou une décision prise en réunion de synthèse et autant de fois que cela sera nécessaire.
- > Il est à la charge de l'entreprise de diffuser ses documents d'exécution suffisamment en amont pour permettre un circuit de validation convenable au regard du planning d'exécution. En conséquence de quoi, il est exigé aux entreprises une remise de tous les documents d'exécution dès la phase de préparation et à minima 3 mois avant l'intervention ou commande.
- > Les documents d'exécution seront à rédiger sur supports informatiques.
- > Les fiches FDES

L'exécution des travaux ne pourra se faire sans visa.

Recevabilité des documents d'exécution

Tout document d'exécution (Plan, note de calcul, schéma, documentation, etc....) transmis par l'ENTREPRENEUR ne sera réputé recevable par le Maître d'œuvre que s'il est simultanément conforme aux conditions ci-après :

- La nomenclature du document est conforme au principe énoncé dans le présent document et ses annexes.
- Le contenu du document est conforme aux réglementations
- Le contenu du document est conforme aux règles de l'Art, normes, DTU, etc...
- Le contenu du document est conforme au dossier marché
- Le document est remis dans les formes exigées par les divers documents contractuels (Cartouche, charte graphique, repérage, quantité, indices, etc. ...)
- Le document est remis avec tout autre document permettant sa compréhension et son analyse (plan de repérage, notes de calcul, interfaces entre lots, ...). Les documents isolés ne seront pas recevables.
- Le document remis est en correspondance avec le calendrier d'étude ou la quantité de documents remis dans la même semaine ne dépasse pas de plus de 100% de la quantité prévue au calendrier initial des études
- Le document est accompagné d'un bordereau de diffusion dûment complété
- Le document est diffusé dans son format papier, ainsi que diffusé sur la boîte à plans informatique avec sa demande de visa

Dès la remise ou l'envoi d'un document par l'ENTREPRENEUR, et préalablement à l'inscription de cette transmission, le Maître d'œuvre d'exécution examinera la recevabilité des documents et décidera si les documents sont recevables ou non.

Une irrecevabilité constatée par le Maître d'œuvre d'exécution signifiera un manquement de L'ENTREPRENEUR et auquel cas l'ENTREPRENEUR ne sera pas autorisé à stocker le fichier correspondant dans l'armoire à documents - le fichier en sera retiré.

Traitement des documents non recevables

Un document non recevable sera réputé comme n'ayant jamais été produit.

Le rejet du document non recevable sera notifié dans les comptes rendus de chantier par le Maître d'œuvre d'exécution

Le maître d'œuvre d'exécution pourra décider de viser au statut REFUSE des documents non recevables.

Après mise en conformité avec ses obligations, l'ENTREPRENEUR devra produire un nouveau document.

Traitement des documents recevables

La Maîtrise d'œuvre disposera d'un délai de 15 jour calendaire pour délivrer son visa.

En conséquence, l'ENTREPRENEUR devra produire ses documents d'exécution suffisamment à temps pour tenir compte de ces délais de vérification (voir délais et circuits de diffusions en annexes)

0.1.8 REALISATION DE LA SYNTHÈSE

La Synthèse a pour objectif la coordination géométrique et spatiale des lots techniques et architecturaux (selon les missions définies) sous l'angle de leur liaison et de leur situation dans l'espace, en respectant les volumes architecturaux du dossier Marché et dans le respect du planning détaillé intégrant le graphe Etudes de circuit des plans.

La mission de synthèse générale est confiée à une cellule de synthèse à charge de la maîtrise d'œuvre, suivant le paragraphe ci-après. Cette mission de synthèse se déroulera suivant les phases du chantier à partir des périodes de préparation de chantier.

La cellule de synthèse a pour rôle de piloter et d'organiser l'ensemble du processus de synthèse au travers des prestations suivantes :

- Etablissement du graphe de circuit de plans et de l'organigramme de Synthèse.
- Etablissement du planning des Etudes de Synthèse en collaboration avec l'OPC.
- Pointer périodiquement le planning de production des documents entrants et sortants du processus
- Synthèse et effectuer les relances nécessaires.
- Participation à l'élaboration et à la mise en application des procédures d'échanges collaboratifs.
- Organiser et animer les revues de Synthèse dans le cadre des prestations définies.
- Rédiger les CR des revues de synthèse et les transmettre à tous les intervenants.
- Piloter la production des livrables de Synthèse.
- S'assurer que les demandes de la Synthèse sont prises en compte par les Entreprises.
- Arbitrer ou faire arbitrer les choix d'Etudes en accord avec la maîtrise d'œuvre

Pour son bon fonctionnement, chaque entrepreneur (pour tous les lots et les corps d'état du projet) aura obligation de participer à la synthèse et aura obligation de se conformer aux règles que la cellule de synthèse édictera. Des réunions de synthèse auront lieu tous les 15 jours et donneront lieu à des compte-rendu de synthèse. La présence des personnes convoquées est obligatoire. Toute absence non excusée sera pénalisée par une amende conformément au CCAP. Seront uniquement acceptées comme « excusées » les demandes formulées par mail au moins 48 heures avant la réunion. La diffusion des comptes rendus se fera par mail à toutes les parties concernées. Les entreprises disposent de 5 jours ouvrés pour faire leurs remarques sur le précédent compte-rendu. Passé ce délai, le compte-rendu sera considéré comme accepté par tous les intervenants.

La cellule de synthèse s'organisera en 3 sous-cellules :

1 - La synthèse avec la structure : Faire intégrer sur les plans de structures les besoins des différentes entreprises en matière de réservations, trémies, gaines et d'établir les plans de synthèse (incluant les besoins des corps d'états techniques et architecturaux)

2 - La synthèse des lots techniques : les tracés de réseaux, passages dans les gaines et plénums, cheminement de câbles et synthèse des réseaux entre eux.

3 _ La synthèse technique avec les corps d'état architecturaux et notamment le calepinage des terminaux.

La cellule de synthèse éditera les plans de synthèse et carnets de détails issus de chaque sous-cellule de synthèse

Chaque entrepreneur devra mettre en place tous les moyens techniques (informatiques, communication, armoire à plans...) et humains nécessaires à sa participation efficace aux études de synthèse.

Le dossier d'appel d'offre est réalisé, au format pdf.

La cellule de synthèse n'intègre pas le contrôle qualitatif et quantitatif des prestations fournies et mises en œuvre par les corps d'états et leur bureau d'Etudes (compatibilité des réseaux entre eux, nature et fonction des réseaux, notes de calculs, hypothèses, dimensionnements.

Les entreprises demeurent responsables de l'ensemble de leurs prestations. En aucun cas, le travail de la Synthèse n'affranchit l'entreprise de l'obligation de respecter les clauses de son contrat.

De fait, la production de la Synthèse ne saurait en aucun cas se substituer aux documents d'Exécution que chaque entreprise est tenue de réaliser et de soumettre à l'approbation de la MOE et du bureau de contrôle jusqu'au dossier de récolement (DOE).

Les Entreprises respectent et valident dans le cadre de leur Marché, la conformité de leurs plans d'Exécution par rapport aux Etudes de Synthèse.

Chaque entreprise fournira ses besoins vis-à-vis des autres corps d'état (réservations, trémies, nature des plafonds, etc.), sa liste de document d'exécution à produire et les dates de remise de ses documents dans les 15 jours calendaires suivant l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Livrables de la Synthèse

- Production de maquettes de Synthèse réseaux
- Production de maquettes de Synthèse réservations
- Production de maquettes et carnet de détail de synthèse calepinage corps d'états architecturaux / terminaux des corps d'états techniques

Les plans d'exécution, détail de fabrication, d'atelier et de chantier seront commencés dès le démarrage de la période de préparation de chantier et conformément au planning de remise des documents d'exécution remis avec les offres des entreprises.

Les études de synthèse seront réalisées comme suit :

- Les plans du dossier marché seront les fonds de plans des entreprises pour la synthèse. Toute demande supplémentaire de fichiers .DWG devra être adressée à la maîtrise d'œuvre dans les 15 premiers jours de la préparation de chantier. Les fonds de plans pourront être mis à jour à l'initiative de la maîtrise d'œuvre pendant le chantier. La cellule de synthèse fournira au début de chantier la nomenclature des calques à utiliser pour les plans d'exécution.
- L'entreprise en charge du lot 01 aura la charge d'établir les coupes et détails qui serviront de fond aux autres corps d'état, compris les coupes longitudinales et transversales générales et coupes de détails localisées, et/ou sur demande de la maîtrise d'œuvre coupes spécifiques en cours de chantier.
- Chaque entreprise mettra en ligne sur la plateforme ses plans, coupes et détails au format .DWG. Les plans des entreprises devront respecter le géoréférencement donné par la maîtrise d'œuvre. Une version papier pourra être exigée sur demande de la Maîtrise d'œuvre, Maîtrise d'Ouvrage ou bureau de contrôle.
- La maîtrise d'œuvre réalisera par superposition les plans, coupes et détails de synthèse, les analysera, et proposera les modifications associées au travers d'un visa de synthèse.
- Tous les éléments annotés VAO, VAOB, REF, doivent faire l'objet de précisions ou d'un nouvel envoi par l'entreprise dans un délai de huit jours ouvrés à partir de la date d'envoi. Les entreprises auront à leur charge de modifier leurs plans d'exécution et de présenter un nouvel indice jusqu'au visa sans observation (VSO).

La maîtrise d'œuvre établira la liste des documents de synthèse à établir qui sera complétée par les différentes entreprises. L'entreprise réalisera les documents complémentaires demandés par le Maître d'Œuvre.

Un tableau de suivi des visas de la synthèse sera mis à jour par l'OPC.

La cellule de synthèse établira en accord avec le maître d'œuvre en charge de la synthèse un cahier des charges de la charte informatique qui devra être respectée des entreprises.

0.1.9 **PERIODES DE PREPARATION**

Les périodes de préparation ont une durée définie, suivant les différents Ordres de Services (OS), ordonnant la réalisation des travaux.

Ces périodes sont prévues pour que les entreprises s'organisent en vue de l'exécution des travaux. Elle permettra aux entreprises et tout particulièrement à l'entreprise du lot 1 responsable des installations de chantier :

- D'aménager les clôtures et les voiries de chantier,
- De réaliser les installations de chantier (salles de réunions, sanitaires, douches, réfectoires, installation éventuelle de grues, travaux préparatoires, etc.),
- Réaliser les alimentations d'eau, d'électricité et de téléphone ainsi que les évacuations, signalisations de chantier, etc.,
- Permettre aux entreprises de contrôler toutes les prestations et en particulier, les fournitures, de réaliser les plans de fabrication et de détails et d'effectuer toutes les demandes nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages :
 - Coordination avec les autres corps d'état,
 - Délais de livraison,
 - Particularités de réalisation,
 - Percements, réservations, scellements, taquets, feuillures, etc.

L'entreprise de désamiantage devra également utiliser la période de préparation de chantier pour présenter un plan de retrait qui sera diffusé à tous les intervenants ainsi qu'aux organismes suivants : Inspection du Travail, CRAMIF, O.P.P.B.T.P. et Médecine du Travail, ceci deux mois avant la date des travaux.

0.1.10 **DEMANDES DIVERSES**

Les entreprises devront prévoir un délai suffisant pour les demandes diverses adressées aux services concessionnaires tels que Enedis, GDF, EAU, chauffage urbain, Télécom, etc., et nécessaires à leurs travaux. Ces demandes concernent d'une part, les installations provisoires de chantier et d'autre part, les démarches et réceptions des installations définitives projetées.

0.1.11 **MARQUES – ECHANTILLONS – PROTOTYPES**

Toutes les marques de produits citées dans le présent C.C.T.P. le sont pour déterminer la qualité, l'esthétique recherchée, la résistance et l'usage des produits et matériels avec les garanties en découlant.

L'entrepreneur ne pourra proposer des produits similaires qu'à la condition de respecter tous les critères de similitude du produit et ne pourra mettre en cause la décision du Maître d'Œuvre pour prétendre à des suppléments de délais ou de prix pour mettre en place les produits désignés au C.C.T.P.

Ce principe de similitude s'exercera durant l'appel d'offre et deviendra obsolète à la signature des marchés, le choix des matériels étant défini (sauf indisponibilité du produit, qui sera alors à justifier).

La liste des échantillons ainsi que le planning de remise des échantillons devront être remis à l'offre de l'entreprise.

Chaque entrepreneur est tenu de fournir et de présenter tous les échantillons demandés par la Maîtrise d'œuvre. L'entreprise fournira la liste des échantillons et prototypes qu'elle présentera dans la liste prévisionnelle des documents d'exécution.

La maîtrise d'œuvre exige organiser une réunion de présentation et validation de tous les échantillons pour l'ensemble des lots.

La liste des échantillons ainsi que le planning de remise des échantillons devront être remis à l'offre de l'entreprise. Dans les 3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage, les ENTREPRENEURS, chacun pour ses lots, ont l'obligation de présenter au MAÎTRE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'OEUVRE l'intégralité des prototypes et échantillons La présentation des échantillons de matériaux, matériels et fournitures doit être

faite au moins 10 semaines avant mise en œuvre des produits considérés. Ce délai tient compte de la validation par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage, du lancement des commandes après acceptation et des délais moyens d'approvisionnement.

A la suite de cette présentation, le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître de l'Ouvrage fixera son choix, et s'il estime qu'il n'y a pas équivalence ou similitude entre les produits présentés et ceux prescrits par le C.C.T.P., les entrepreneurs seront tenus de fournir ces derniers.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature de la Maîtrise d'œuvre qui seule juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier. Aucune commande de matériels ou de matériaux ne peut être passée par les entrepreneurs, sinon à leurs risques et périls, tant que l'acceptation correspondante n'a pas été matérialisée par la signature visée ci-dessus.

Les échantillons seront exposés et conservés dans un local aménagé à cet effet et fermé à clé, et n'en sont retirés qu'après la réception sans réserve.

Lors de réunions de présentation des échantillons, les entreprises remettront les documents suivants :

- L'échantillon proprement dit,
- La fiche technique s'y rapportant avec toutes les caractéristiques descriptives et les divers essais, certificats ou avis,
- Dans le cas où l'entrepreneur proposerait un produit similaire à celui préconisé dans le C.C.T.P., l'échantillon présenté sera toujours accompagné du produit défini au C.C.T.P. de façon à pouvoir établir une comparaison sur le plan qualité ; seuls les produits similaires en qualité seront acceptés,
- Après que le choix des matériaux et matériels sera retenu par la Maîtrise d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, l'entrepreneur remettra au Maître d'Œuvre l'ensemble des fiches techniques des produits acceptés.

Pour chaque type de revêtement de sol, mur, plafond, les échantillons demandés à l'entreprise seront d'une taille de 1.00 x 1.00 m minimum. Ces échantillons seront présentés in situ. Chaque entrepreneur devra également présenter au maître d'œuvre tous les prototypes prévus au marché et/ou demandé durant les études d'exécution. Aucune fabrication de série ne pourra être lancée, sinon aux risques et périls des entrepreneurs, tant que l'acceptation du prototype correspondant n'aura pas été notifiée par le Maître d'œuvre. Les échantillons et prototypes pourront être éprouvés et éventuellement détériorés par le maître d'œuvre sans que les entrepreneurs puissent élever aucune réclamation de ce fait, ni prétendre à remboursement.

Dans tous les cas, le refus par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage ou le Bureau de contrôle d'un échantillon, qui de fait entraînera une nouvelle présentation, ne pourra prévaloir un retard quant à la mise en œuvre du produit considéré. En aucun cas, l'entrepreneur ne mettra en œuvre des produits n'ayant pas préalablement eu l'accord conjoint de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

En ce qui concerne la mise en œuvre, pour celles qui sont particulières, l'entrepreneur effectuera tous les prototypes d'ouvrage ou de mise en œuvre qui lui seront réclamés par la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

0.1.12 **COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES**

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. L'entrepreneur sera tenu, avant tout début d'exécution, de reprendre toutes les côtes et mesures sur place. L'entrepreneur sera tenu également de signaler au Maître d'œuvre toute incidence constatée sur ces ouvrages. Il signalera de la même façon les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. Le Maître d'œuvre opérera, s'il y lieu, les mises au point ou rectifications nécessaires.

Les dimensionnements indiqués sur les documents graphiques ne devront pas être modifiés sans l'accord du Maître d'œuvre, que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif ou une mise au point ultérieure.

0.1.13 **VERIFICATIONS TECHNIQUES**

Les entreprises devront fournir le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques,
- Les procédures de vérification de la validité des documents établis,
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc.) ; ces fiches de vérification seront à nous transmettre.

0.2 **PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER**

0.2.1 **ORGANISATION MATERIELLE DU CHANTIER**

Les installations de chantier sont à la charge du lot 1 Gros-Œuvre. Voir CCTP Gros-Œuvre.
L'organisation matérielle de chantier comprendra notamment :

- Établissement du plan d'installation et d'organisation du chantier,
- Locaux du personnel : bungalows, sanitaires, douches, réfectoire, bureau de chantier,
- Panneaux d'affichage de la déclaration de travaux (en plus du panneau de chantier),
- Raccordements divers et comptages : eau potable, électricité, téléphone, évacuations, incluant les démarches auprès des concessionnaires,
- Distribution électrique pour les besoins du chantier, compris comptage et tableaux mobiles,
- Distribution eau pour les besoins du chantier, compris comptage,
- Voie d'accès et aménagements divers pour les installations de chantier,
- Clôtures de chantier pour aires de stockage, aires d'échafaudages, installations de chantier conformément aux prescriptions du coordonnateur SPS et de la ville autour et à l'intérieur des bâtiments selon le phasage des travaux,
- Clôtures de chantier et signalisation suivant différents phasages des travaux,
- Signalisation provisoire durant la durée du déroulement du chantier,
- Aménagement du bureau de chantier comprenant une ligne téléphone, une ligne pour le télécopieur, un télécopieur, un photocopieur, chaises, tables, bureau, chauffage, éclairage, etc.,
- Mise à disposition de bennes pour toutes les entreprises, rotation et évacuation de ces bennes, suivant exigences de la charte chantier propre.
- Dispositifs de nettoyage des roues des véhicules en sortie de chantier
- Nettoyage du chantier et des installations ci-dessus mentionnées,
- Nettoyage du chantier de manière journalière, en pied des bâtiments,
- Démontage et enlèvement des installations de chantier,
- Remise en état des lieux après démontage de toutes les installations communes nécessaires au fonctionnement du chantier,
- Tous travaux inhérents et nécessaires à l'organisation collective et matérielle du chantier,
- Tout autre élément demandé dans la charte chantier propre réalisée par EODD et jointe au DCE.
- Mise en place d'un poste de garde y compris contrôleur sur toute la durée du chantier, et sur les plages d'ouverture du chantier. Son rôle sera de contrôler tous les véhicules et piétons et d'interdire l'accès à toute personne étrangère au chantier.

Tous ces éléments devront faire l'objet d'une validation en amont par le MOE.

Un constat d'huissier des voiries et espaces extérieurs sera réalisé au frais de **l'entreprise titulaire du lot 1**. Dans le cas de dégradations des voiries en phase chantier, un nettoyage ou des réparations éventuelles seront réalisées aux frais de l'entreprise.

- Le lot 1 aura à sa charge la mise en place d'un coffre de chantier pour toute la durée du projet.

0.2.2 **PRESTATIONS LIES AU PHASAGE**

Les entreprises prennent à leur charge :

- Les clôtures complémentaires et leurs mouvements liés au phasage des travaux (principalement au lot 1, les clôtures liées aux dévoiements réseaux hors emprises de chantier étant à la charge du maître d'ouvrage.
- Les éventuels passages protégés pour les zones proches du chantier
- Les travaux provisoires tous corps d'état au droit de la limite physique fermant les bâtiments livrés à l'avancement des phases à charge de chaque entrepreneur pour ses ouvrages,
- La dépose et l'enlèvement des ouvrages provisoires et les protections, à la charge des entreprises les ayant mis en place
- Les sujétions complémentaires pour assurer le parfait raccordement des ouvrages au droit de la limite physique entre 2 phases, à la charge de chaque entreprise pour ses ouvrages.

- les réceptions partielles en fin de phase compris tous les essais à la charge de chaque entreprise pour ses ouvrages.

- Réceptions et mise en service partiels : Les entreprises prévoient à leur charge une mise en service des installations à chaque fin de phase (essais, tests, réglages, équilibrages) puis chaque livraison de phase fait l'objet d'OPR et d'une réception suivant les modalités définies au CCAP.

Dans tous les cas, les entreprises sont tenues de lever les réserves pendant la phase des opérations préalables à la réception avant les dates prévues pour l'emménagement des utilisateurs dans les locaux livrés. Les ouvrages doivent donc fonctionner de manière autonome à chaque phase.

0.2.3 **PANNEAU DE CHANTIER ET PARTENAIRES FINANCIERS**

L'entreprise de gros-œuvre devra la réalisation et l'installation de panneaux de chantier. Prévoir 2 panneaux pour chacune des 3 phases principales du chantier.

Chaque panneau sera fourni, posé et déposé par l'entreprise de gros-œuvre.

Ce panneau en contreplaqué MULTIPLIS aura une dimension de 4,00 m de largeur et de 3,00 m de hauteur environ.

Le texte du panneau comprendra :

- Le sigle ou l'écusson du Maître d'Ouvrage, hauteur 30 cm avec l'intitulé,
- L'objet en lettre de – 10 cm,
- La désignation des intervenants :
 - Le Maître d'Ouvrage,
 - L'architecte,
 - Le BET,
 - L'AMO
 - Le pilote,
 - Le Bureau de Contrôle,
 - Le coordonnateur SPS,

Les lettres seront de l'ordre de 8 cm, en indiquant les noms, leurs fonctions,

- La désignation de toutes les entreprises,
- Les noms, adresses, téléphones et fax de tous les intervenants seront indiqués, la hauteur des lettres sera au maximum de 3 cm, les teintes du panneau et les teintes et modèles de lettres sont laissés au choix du Maître d'Ouvrage.

Le panneau sera robustement fixé le long de la clôture en bordure de la rue.

Toutes les sujétions seront dues, ainsi que les exigences énoncées dans la charte chantier propre jointe au DCE.

0.2.4 **CLOTURE DE CHANTIER**

Toutes les zones de chantier seront obligatoirement clôturées, y compris les zones de stockage.

Les dispositions figurent sur le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé joint au dossier et sont définies au lot ou chapitre 1 « Gros-Œuvre ».

0.2.5 **VOIRIE DE CHANTIER OU RESEAUX PROVISOIRES – DIVERS FLUIDES ET ENERGIES**

L'entreprise de gros-œuvre fera son affaire des raccordements de fluides aux réseaux existants, réseaux publics (concessionnaires). Aucun branchement sur les réseaux de l'hôpital ne sera autorisé.

Chaque branchement devra prévoir un sous-comptage.

Les installations seront déposées en fin de chantier et les réseaux remis en état.

Les voiries et les abords feront l'objet, avant exécution des travaux, d'un état des lieux contradictoire. Ils seront remis en état par l'entreprise titulaire du lot Gros-Œuvre à la fin du chantier.

L'entreprise du lot 1 devra assurer la viabilisation du pourtour du bâtiment (bande de 2mètres autour des façades) pendant la durée des travaux, via un traitement de type grave ou équivalent. Les pistes de chantier seront également traitées en grave.

Les dispositions figurant au PGCSPPS seront rigoureusement respectées.

Pour mémoire, un état de lieux par constat d'huissier est prévu à la charge du lot 1 (voir CCAP)

0.2.6 **REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE DE CHANTIER**

L'entreprise titulaire du lot 1 « Gros-Œuvre » aura à sa charge, les photos de chantier, dans les conditions suivantes :

- Nombre de prises de vue :
 - o Une quinzaine de prises, format 10 x 15 du chantier (nombre variable suivant l'avancement des travaux)
- Une photo systématique de chaque localisation suivante :
 - o Aire des bennes,
 - o Aires de stockage des produits (rétention, matériaux),
 - o Entrée du chantier,
 - o Palissade,
 - o Depuis les rues avoisinantes
- Période et fréquence maximum des prises de vue :
 - o Une fois avant le commencement du chantier,
 - o Mensuel pendant la durée du chantier,
 - o Une fois en fin de chantier.

L'entreprise titulaire du lot 1 Gros-Œuvre veillera à ce qu'aucun visage humain ne figure sur les photos remises.

Les photos seront remises tous les mois sous format numérique au MOA et SCOPING.

Sur simple demande des intervenants désignés ci-dessus, l'entreprise fournira des exemplaires papiers en couleur.

0.3 **PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COORDINATION INTER-ENTREPRISES**

0.3.1 **COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION**

Le marché est un marché en lots, la coordination des travaux sera réalisée par un pilote rémunéré par le Maître d'Ouvrage, membre de la MOE : Scoping. Il est rappelé aux entreprises l'impératif du strict respect du planning général et des plannings de chaque corps d'état. Les entreprises devront prendre toutes leurs dispositions pour le respect de leurs interventions. Elles devront anticiper toute action permettant un gain de temps ou évitant un dérapage.

Quelques points significatifs sont donnés à titre indicatif pour le respect des délais :

1. L'entreprise listera dans son marché tous les points nécessaires à réaliser avant le démarrage de leurs tâches. Cette liste sera remise à l'OPC dans les 15 jours suivant la notification du marché pour prise en compte dans le planning général.
2. L'entreprise précisera à la Maîtrise d'œuvre les dates limites des choix des matériaux en fonction des commandes de ces derniers et des délais des fournisseurs. L'entreprise prendra également les dispositions nécessaires auprès de ses fournisseurs pour pallier tout retard. L'argument du retard de fournisseurs ou de ruptures de stock ne sera en aucun cas retenu par la Maîtrise d'œuvre et les pénalités de retard seront immédiatement applicables à l'entreprise suivant les dispositions du C.C.A.P.
3. L'entreprise prendra les délais nécessaires et suffisants lors de la réalisation de ses plans de détails à faire valider par la Maîtrise d'Œuvre et le Contrôleur Technique afin de ne pas engendrer de retard suivant les prescriptions des articles 0.02.5 et 0.02.6 du présent CCTP
4. Avant toute intervention programmée par l'OPC, l'entreprise anticipera sur ses dispositions d'installation de chantier à prendre et de la possibilité de ces installations en fonction des travaux en cours.

0.3.2 **COMPTE PRORATA**

La gestion du compte prorata sera assurée par l'entreprise titulaire du lot 1 « Gros-Œuvre » suivant la base prévue dans le présent document.

0.3.3 **COMPTES-RENDUS DE CHANTIER**

À chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu sera rédigé par le Maître d'Œuvre diffusé aux intervenants concernés. Celui-ci sera tenu de faire une synthèse du projet à chaque avancement.

Les entreprises destinataires des comptes-rendus seront priées de se reporter aux observations les concernant et de faire le nécessaire. Il est précisé aux entreprises de prendre note des différentes décisions et des mesures prises au cours des rendez-vous et de les mettre en application sans attendre la réception des comptes rendus dactylographiés.

À défaut de réserves émises dans les sept jours qui suivent la réception de chaque compte rendu, les termes de celui-ci auront valeur contractuelle de principe.

0.3.4 **RESERVATIONS – PERCEMENTS DANS LE NEUF ET L'EXISTANT**

L'utilisation du marteau piqueur doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au Maître d'Œuvre de façon à regrouper les interventions bruyantes pour éviter les nuisances pour les occupants.

a) Réservations – Percements dans les éléments porteurs

Les entreprises concernées par des besoins en réservation fourniront leur plan de réservation coté (altimétrie, diamètre, dimensions) à la cellule de synthèse pendant la période de préparation et impérativement 15 jours avant la fin de la période de préparation. À défaut, le gros-œuvre réalisera, à la charge et aux frais de l'entreprise concernée, les percements, les reprises de structure, les calfeutrements et les rebouchages nécessaires.

L'entreprise concernée fournira les fourreaux et éléments à sceller pour intégration par le gros-œuvre. Le gros-œuvre réalisera les scellements, les rebouchages et les calfeutrements (degré coupe-feu et étanchéité de la paroi traversée à respecter).

b) Percements dans les éléments non porteurs / cloisons légères

Chaque entreprise concernée réalisera elle-même ses percements nécessaires, calfeutrements et rebouchages.

Elle utilisera des matériaux compatibles avec ceux déjà en place et en fonction des revêtements (degré coupe-feu et étanchéité de la paroi traversée à respecter).

0.3.5 SCHELLEMENTS – REBOUCHAGES

Les scellements et rebouchages seront arasés à 5 mm du nu fini des parements, ils seront complétés par un enduit de finition réalisé soit par l'entrepreneur de gros-œuvre (lot 1), soit par l'entrepreneur de Cloisons sèches, suivant la nature des supports et le parement définitif (enduit plâtre ou enduit ciment).

Les responsables des scellements, rebouchages et calfeutrements sont les entreprises concernées par les percements et réservations.

Les calfeutrements au pourtour des menuiseries restent à la charge de l'entrepreneur du lot plâtrerie, suivant la nature des parois.

Pour ce qui est des huisseries dans les maçonneries et cloisons, ces dernières seront présentées, réglées et calées par le menuisier. Elles seront scellées lors du montage de la maçonnerie ou de la cloison concernée par l'entreprise réalisant cet ouvrage.

0.3.6 TRAITS DE NIVEAUX – TRACAGE – MISE EN PLACE DES AXES

En début de chantier, l'entreprise titulaire du lot 1 « Gros-Œuvre » aura à sa charge la réalisation du contrôle des existants afin de confirmer les hypothèses d'études.

Le trait de niveau à + 1,00 m du niveau du sol fini des locaux destinés à servir à tous les corps d'état, est tracé sur les murs et enduits à chaque niveau par l'entrepreneur de gros-œuvre et ce dans toutes les pièces, locaux, etc.

Si, pour une raison quelconque, ce trait de niveau est effacé prématurément, l'entrepreneur de gros-œuvre le reprend à nouveau à ses frais et autant de fois que nécessaire.

LES TRACES NECESSAIRES A LA POSE DES HUISSERIES :

L'entrepreneur dont les huisseries font partie des prestations, effectue la vérification desdits tracés avant toute mise en œuvre. Si une erreur est constatée après mise en œuvre des huisseries, c'est l'entrepreneur qui a posé les huisseries, qui supportera les frais nécessaires entraînés pour la mise en conformité avec les plans.

Les axes d'implantation des menuiseries extérieures sont donnés par l'entrepreneur de gros-œuvre. Chaque fois que les menuiseries extérieures sont placées dans des ouvrages du ressort du lot ou chapitre 1 « Gros-Œuvre », l'entrepreneur de ce lot ou chapitre effectue à ses frais, les travaux nécessaires pour offrir à l'entrepreneur de menuiseries extérieures des supports conformes aux DTU. Les axes des châssis implantés dans la charpente sont implantés par l'entrepreneur de charpente.

Tous les autres tracés sont exécutés et dus par chaque entrepreneur assurant la pose de l'ouvrage considéré.

0.3.7 **RECEPTION DES SUPPORTS**

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'une autre entreprise.

L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

Il appartient à chaque corps d'état de veiller à la bonne exécution des travaux et des supports sur lesquels ses ouvrages viennent s'adapter.

Il devra, durant l'exécution des travaux, faire part de ses observations à l'entreprise concernée ainsi qu'à la Maîtrise d'Œuvre.

Les limites de tolérances admissibles, si elles ne sont pas normalisées, seront définies avant le démarrage de l'exécution des tâches.

En aucun cas, les entrepreneurs ou leurs sous-traitants, ne pourront prétendre à des suppléments pour l'exécution de leur marché sur des supports inadaptés. À la demande des entrepreneurs, le Maître d'Œuvre servira d'arbitre et participera à la réception des supports.

En ce qui concerne les existants, les supports sont supposés être connus des entreprises. Il ne sera pas admis de réclamation.

0.3.8 **FERMETURE PROVISOIRE DU CHANTIER**

Lors de l'installation des équipements provisoires de chantier, le titulaire du lot 1 « Gros-Œuvre » devra la fourniture d'une clé des portails à chaque entreprise et devra assurer l'accès au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au pilote. Cela peut se faire par mise à disposition d'un jeu de clés.

Une clé des bungalows devra également être remise à chaque entreprise.

Une clé de la salle de réunion devra être fournie au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Dès la mise en œuvre des menuiseries extérieures, les titulaires du lot 1 devra la mise en place de canons provisoires avec fourniture de clés à toutes les entreprises et devra assurer l'accès au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au pilote. Cela peut se faire par mise à disposition d'un jeu de clés.

Chaque porte devra être fermée à clé ou être facilement condamnable. Les canons définitifs des portes manuelles devront être mis en place la veille de la réception et les clés remises au Maître d'Ouvrage le jour de la réception.

Dans le cas de portes à contrôle d'accès ou gâches électriques, le titulaire du lot 1 devra la mise en place de portes provisoires fermant à clé.

Une entreprise sera désignée responsable de la fermeture du chantier et de l'entretien des bungalows par phase de travaux.

Elle sera désignée par le Comité de Gestion et ne pourra se soustraire à ses obligations.

En cas de conflit, la Maîtrise d'Œuvre désignera le responsable.

0.3.9 **EVACUATION DES GRAVATS – TRAITEMENT DES DECHETS**

Le titulaire du lot 1 aura à sa charge la mise en place de benne de chantier. La gestion des déchets devra répondre à la réglementation vigueur sur le développement durable.

NETTOYAGES – GRAVATS

Le chantier sera maintenu propre en “ permanence ” durant toute la durée de l'exécution, NETTOYAGE QUOTIDIEN.

Ce nettoyage sera effectué dans le cadre du compte prorata.

Chaque entreprise aura à sa charge les nettoyages de ses propres ouvrages et l'évacuation des gravats lui incombant. À défaut, le nettoyage sera réalisé et les frais seront retenus sur la situation de travaux de l'entreprise responsable. Le nettoyage de la voirie sur la périphérie du chantier sera permanent. Sur simple requête du Maître d'Œuvre, l'entrepreneur de gros-œuvre devra assurer dans les 24 heures le nettoyage général ou partiel du chantier, en lieu et place des entreprises n'assurant pas les nettoyages et ce, autant de fois que nécessaire.

Le Maître d'Œuvre signera les constats de nettoyage par attachement, les imputations seront faites à chaque entreprise par l'entrepreneur titulaire du lot 1 « Gros-Œuvre ».

Une aire de lavage sera prévue en sortie de chantier pour les véhicules et engins. La réalisation de ces zones seront dues par le lot 1 GO.

0.4 **PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES OUVRAGES**

0.4.1 **PROTECTION DES EXISTANTS**

S'agissant de travaux sur des bâtiments existants, l'entreprise devra dans le cadre de son marché, la réalisation de toutes les protections nécessaires à préserver les existants des chocs et de la poussière ou des salissures.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que les protections soient efficaces et permanentes et qu'elles soient entretenues.

Elles seront prévues sur tous les ouvrages conservés ou au droit des séparations de la zone de chantier et de ou des zones qui ne sont pas en chantier.

Elles seront adaptées aux ouvrages, le type de protection sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre.

0.4.2 **PROTECTION DES OUVRAGES – MATERIAUX – MATERIELS**

Les entrepreneurs ou les sous-traitants sont tenus pour responsables des ouvrages et en doivent la protection jusqu'à la réception.

IL EST PRECISE QUE :

- Les détériorations par "manque de protection" constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'entrepreneur responsable de la prestation, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance.
- Les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance.
- Les détériorations causées par des tiers, sont réparées aux frais du compte prorata.
- L'entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il approvisionne et de ses outils de chantier. Ils sont couverts par une assurance Responsabilité Civile.
- Le remplacement des matériaux et matériels posés et disparus par vol est assuré par l'entrepreneur dont les matériaux et matériels ont disparus. Les frais entraînés par ce remplacement sont supportés par lui.
- En outre, il est précisé que l'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts. En conséquence, il veille à ce que la main-d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute pas sur ces parements de graffiti, épaufrures, gravures ou autres. Tout manquement à cette clause, non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage, est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable de la dégradation ou, dans le cas d'impossibilité de déceler l'entrepreneur responsable, portés au compte prorata.

D'une façon générale, les dispositions concernant l'implantation des clôtures seront examinées avec le coordonnateur S.P.S.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation audit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

D'une façon générale, les protections des ouvrages désignés ci-après sont obligatoires pour tous les ouvrages finis, céramiques, sanitaires, briques, peinture, sols souples, béton brut, etc. sans que cette énumération soit exhaustive.

0.5 **PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RECEPTION DES TRAVAUX**

0.5.1 **ESSAIS DE MATERIAUX ET DE MISE EN ŒUVRE**

Chaque entreprise aura à sa charge la réalisation des essais d'autocontrôles des matériaux et de mise en œuvre.

Ces essais seront effectués soit à l'initiative de l'entreprise, soit à la requête de la Maîtrise d'Œuvre ou du Bureau de Contrôle.

Ces essais seront effectués par des organismes réputés et agréés officiellement comme tels. Ils seront choisis par l'entreprise. Le nombre des essais n'est pas limitatif.

Les frais entraînés par ces essais seront à la charge des entreprises.

Pour tous les lots ou chapitres techniques ci-après, les attestations d'essais de fonctionnement (modèle AQC) seront à fournir obligatoirement. Si le modèle d'attestation n'existe pas, les essais COPREC n° 1 et n° 2 seront réalisés / fournis. Par ailleurs, tous les essais préconisés dans les DTU seront réalisés par les entreprises. Liste :

- RA : Réseaux d'alimentation en eau
- RE : Réseaux d'évacuation
- CH : Chauffage, dont réseaux, émetteurs, chaudières et pompe à chaleur eau/eau
- PB : Plomberie sanitaire
- VM : Ventilation mécanique / réseau aérauliques
- CA : Conditionnement d'air
- AT : Réseaux de distribution collective et radiodiffusion
- EL : Installations électriques
- AS : Ascenseurs, Ascenseurs de charge

Les PV seront à fournir au moins 8 jours avant la réception des travaux.

Pour tous les bétons mis en œuvre, des essais obligatoires du suivi de qualité seront effectués toutes les semaines.

Pour les plaquettes ou céramiques ou carrelage, des essais de suivi de qualité seront produits par le fabricant et fournis au Maître d'Œuvre pour chaque cuisson.

Pour les menuiseries en aluminium, des procès-verbaux d'essais d'étanchéité seront obligatoirement fournis pour tous les types de châssis. À défaut, il sera réalisé des essais sous contrôle du Bureau de Contrôle. Ces essais n'excluent pas ceux de suivi de qualité qui peuvent être réclamés par la Maîtrise d'Œuvre sur le site.

Au stade des opérations préalables à la réception, les essais de fonctionnement des installations de chauffage, électricité et ventilation sont à la charge des entreprises.

Tous les procès-verbaux d'essais de comportement au feu des matériaux seront obligatoirement produits avant toute mise en œuvre. Au moment de la réception, un recueil de ces procès-verbaux sera remis en trois exemplaires pour demander la conformité des ouvrages.

0.5.2 **DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR LES OUVRAGES**

En fin de travaux, avant réception des ouvrages, les entreprises remettront d'une part, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) concernant leur marché, d'autre part, le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages DIUO.

Chaque dossier des ouvrages exécutés comportera :

- Les documents graphiques (plans, détails, photos, etc.),
- La liste des matériels et matériaux mis en œuvre avec leurs caractéristiques techniques,
- Les fiches de garantie, des matériels et produits,
- Les notices d'utilisation et de fonctionnement,
- Les préconisations d'entretien.

Mais également notes de calculs, avis techniques, notices techniques des produits et équipements, schémas, liste des fournisseurs, liste des pièces de rechange fournies, liste des pièces de rechange préconisées, rapport d'essais, rapports d'essai COPREC, relevé des performances spécifiques...

L'entreprise soumettra la liste des éléments constitutifs du dossier des ouvrages exécutés à la MOE pour visa. Les éléments constitutifs du dossier DOE seront également soumis au visa de la MOE avant remise officielle à la maîtrise d'ouvrage.

Ces documents seront dus par toutes les entreprises y compris leurs sous-traitants. Ils seront remis en quatre exemplaires dont un reproductible pour tous les plans et au format numérique.

Pour le format numérique, les éléments devront être rangés par lot. Les éléments doivent être impérativement rangés dans des sous-dossiers suivant la trame des chapitres du CCTP. Tous les ouvrages doivent être localisés précisément. Les sélections dans les gammes fabricant doivent être clairement affichées. Les plans sont fournis au format DWG et PDF, et sous format source 3D si les plans ont été réalisés en 3D.

Pour le DIUO, l'entreprise se conformera aux demandes du coordonnateur SPS.

0.6 **LIMITES DE PRESTATIONS**

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif.

Seront dus également pour chacun des lots tous les documents graphiques, notes de calculs et essais.

L'entreprise aura à prévoir la totalité de ses travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages à l'exception de certains travaux qui seront réalisés par les autres corps d'état.

Les entrepreneurs devront fournir aux autres entreprises intéressées suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires sur documents graphiques et informatiques.

Dans le cas de retard de production de ces informations, les conséquences financières en découlant seront imputées à l'entreprise défaillante.

Avant exécution de ses propres travaux, l'entrepreneur devra vérifier les ouvrages exécutés par les autres corps d'état.

Sans remarques de sa part, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

Bien que classés par corps d'état, les différents C.C.T.P. forment un ensemble qui ne peut être dissocié. En conséquence, aucun entrepreneur d'un corps d'état déterminé ne pourra prétendre ignorer les prestations d'une entreprise d'un autre corps d'état.

Il est expressément stipulé que les descriptions et indications constituant les différents CCTP n'ont pas de caractère limitatif et que les entrepreneurs devront prévoir tous les travaux de leur spécialité nécessaires au complet et parfait achèvement des constructions.

Le tableau des limites de prestations est annexé au présent document.

0.7 **PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES LIEES AU COVID**

Dans le cadre de son offre chaque entreprise aura à sa charge l'ensemble des dispositions pour respecter les mesures de prévention liée au COVID :

- L'entreprise en charge des installations de chantier, devra s'assurer qu'elles sont conformes aux recommandations du SPS.
- Chaque entreprise sera responsable des équipements de protection de ses salariés.

Il ne pourra pas être alloué à l'entreprise aucun supplément pour réaliser les travaux conformément aux prescriptions sanitaires lié au COVID.

0.7.1 **LE RESPECT DES MESURES EDICTEES PAR LES AUTORITES ET LES BRANCHES PROFESSIONNELLES.**

Chaque entreprise aura à sa charge de vérifier les mesures édictées pour le secteur du bâtiment pour application. Notamment :

- Dans le secteur du bâtiment, les partenaires sociaux, l'OPPBTP et l'Etat ont publié des « Guides de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction », comprenant les mesures préventives urgentes à mettre en œuvre pour protéger les salariés et leur entourage de la contamination.
- De prendre en compte les mesures prescrites par le CSPPS dans le Plan Général de Coordination.
- Toutes recommandations utiles à la protection de toutes personnes intervenantes directement et indirectement pour l'opération du présent contrat.

0.7.2 **LA MISE A JOUR DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS (DUERP).**

Le COVID-19 impose l'actualisation du DUERP, dans l'objectif de limiter le plus possible les risques de propagation du virus COVID-19 sur le lieu de travail ou à l'occasion du travail.

Il est rappelé qu'un défaut de mise à jour du DUERP engage la responsabilité de l'employeur, en particulier sur le terrain de la faute inexcusable.

Le Gouvernement a précisé que l'évaluation des risques doit viser à identifier les situations de travail pour lesquelles les conditions de transmission du coronavirus COVID-19 peuvent se trouver réunies (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement, mains non lavées, etc.).

0.7.3 **L'INFORMATION DES SALARIES.**

L'employeur s'engage de tenir ses salariés informés de l'ensemble des conséquences professionnelles liées à la crise du COVID-19, tant avant qu'après une reprise d'activité.

Les informations doivent être continues et évolutives en fonction des dispositions, réglementations à respecter.

La diffusion de notes de service par Intranet ou par email est recommandée, afin que chaque décision de l'employeur soit comprise par tous les collaborateurs.

Pour parfaire les informations qui seront transmises aux collaborateurs et afin d'assurer la mise en place effective des consignes sanitaires, l'employeur devra former ses salariés au risque COVID.

0.7.4 **REFERENT COVID**

L'employeur adaptera son « fonctionnement chantier », tant d'une manière organisationnelle, matériel et humaine.

L'employeur devra désigner le « Référent COVID » pour toute la durée du chantier. Ce dernier aura à sa charge de vérifier scrupuleusement le respect de toutes dispositions liées au COVID.

Le référent COVID aura à sa charge de réaliser un compte-rendu hebdomadaire spécifique, avec reportage photographique. Le compte-rendu sera transmis à l'ensemble des intervenants de l'opération sans restriction. Il assurera quotidiennement le briefing d'équipe (qu'elle soit interne, en co-traitance et en sous-traitance), ce briefing aura pour but de rappeler l'ensemble des consignes sécurités/sanitaires en 7 étapes :

- 1 - Consignes générales,
- 2 - Arrivée sur chantier,
- 3 - Dans les installations de chantier,
- 4 - Aux postes de travail,
- 5 - Aux pauses et reprises,
- 6 - A la pause repas,
- 7 - En fin de poste.

0.7.5 **AUTRES MOYENS A PREVOIR**

- Installation d'une TV (avec équipement Visio) en salle de réunion pour les Visio conférences avec cas covid ou cas contacts. (Lot 1)
- Fourniture de masque pour tous les participants, masque à disposition dans la base vie (lot 1)
- Ménage quotidien
- Aération
- Gel hydroalcoolique à disposition...

0.8 **ANNEXE N°1 – REGLEMENT DE CHANTIER**

GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA

Nota : Les dépenses communes d'investissement telles que les alimentations en fluides, le panneau de chantier et les clôtures par exemples sont à la charge du titulaire du lot 1 Gros Œuvre.

1.00 **GESTION DU COMPTE PRORATA**

La comptabilité du compte prorata est assurée par le titulaire du lot 1 « Gros-Œuvre », qui en est le gestionnaire.

2.00 **TRESORERIE DU COMPTE PRORATA**

Les recettes ou dépenses à imputer au compte prorata sont perçues ou réglées par l'entrepreneur principal du lot 1 « Gros-Œuvre ». Des avances pourront être demandées après accord de la Commission de Gestion du compte prorata.

3.00 **INSCRIPTIONS AU COMPTE PRORATA**

3.01 **JUSTIFICATIONS**

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par des factures ou par des attachements. Ces attachements devront être établis en trois exemplaires : un pour le créancier, un autre pour la personne chargée de la tenue du compte prorata et le troisième pour le Maître d'Ouvrage.

Les factures seront remises par courrier à la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les corps d'état intéressés feront l'avance des prestations sauf cas exceptionnel à décider par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Dans les 30 jours au plus tard, à compter de la réception des travaux, chaque entrepreneur devra avoir remis à la personne chargée de la tenue du compte prorata l'ensemble des factures à imputer à ce compte, accompagnées d'un bordereau récapitulatif.

Chaque entrepreneur renonce expressément à demander le paiement des factures qui ne seraient pas produites dans le délai précité.

3.02 **DEBOURSES**

Les dépenses imputées au compte prorata comprennent :

- Les frais réels de la main-d'œuvre d'exécution de l'entreprise (salaires et charges sociales),
- À cette fin, les attachements devront indiquer le temps passé ainsi que le nom et la qualification de l'ouvrier,
- Les fournitures rendues chantier au prix hors taxes facturées à l'entreprise,
- À chacun de ces postes, il sera appliqué un multiplicateur dont le pourcentage sera arrêté dès le démarrage du chantier par accord entre les entrepreneurs,
- Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 75 % du montant de l'ensemble des travaux aura été traité,
- À défaut d'accord entre les entrepreneurs, ce pourcentage sera fixé par le comité de contrôle visé à l'article 4.

4.00 **COMITE DE CONTROLE**

Il sera constitué un Comité de Contrôle.

Il sera présidé par le Gestionnaire du compte prorata, assisté à titre de conseil du Maître d’Œuvre.

Le Comité de Contrôle a pour objet le contrôle de la gestion et la direction en collège du compte prorata.

Il est obligatoirement constitué par un représentant de chaque entreprise.

Les membres entrepreneurs du Comité sont désignés à la majorité simple des entreprises. Chaque entrepreneur du groupe dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son marché par rapport à la somme des montants initiaux des marchés des entrepreneurs du même groupe.

Le Comité de Contrôle a pour mission :

- 1) De donner son avis, à la demande d'un entrepreneur, sur toute question concernant le compte prorata et son règlement.
- 2) De statuer :
 - . Sur l'imputation au compte prorata de telle ou telle dépense déterminée,
 - . Sur le solde et le règlement du compte prorata.
- 3) De fournir à l'entrepreneur, une attestation justifiante qu'il est en règle à l'égard de ses obligations au titre du compte prorata.
L'entrepreneur est réputé avoir satisfait à ses obligations s'il a consigné préalablement le montant des sommes contestées auprès du tiers agréé par le Comité.
Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix des membres entrepreneurs, chaque représentant de groupe disposant d'une voix.

5.00 **SOLDE – REPARTITION – IMPUTATION**

Le solde du compte prorata et sa répartition sont établis, après la réception des travaux, par la personne chargée de la tenue du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur. Toutefois, pour certaines dépenses expressément énumérées, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier.

Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les 60 jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître par écrit ses observations. Le tout est soumis dans les 8 jours au comité de contrôle.

Celui-ci doit dans les 8 jours faire connaître sa décision à l'architecte.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au Comité de Contrôle pour la fixation de cette contribution.

6.00 **REGLES PARTICULIERES PROPRES AU PRESENT MARCHE DE TRAVAUX**

6.01 **DEPENSES D'INVESTISSEMENTS**

On entend par dépenses d'investissements, l'installation complète avec les raccordements, évacuations et protections de tous les matériels et installations en ordre de fonctionnement et en parfait état.

Ces dépenses sont à la charge des entreprises désignées nommément. Elles ne font pas partie du compte prorata.

a) A la charge de l'entrepreneur de gros-œuvre

- Les clôtures de chantier extérieur aux bâtiments et intérieur aux locaux.
- L'entretien de la voirie et des divers accès au chantier.
- Les sanitaires et vestiaires collectifs inclus réfectoire.
- La salle de réunion et bureau de chantier entièrement équipée.
- La réalisation des clôtures de chantier et de la protection des passants telle que définie au lot 1 « Gros-Œuvre ».
- Les frais des branchements électriques jusqu'à l'armoire du chantier avec la protection.
- Les frais de branchement d'eau jusqu'aux comptages avec la vanne après comptage.
- Les frais de branchement de téléphone.
- La remise en état à la fin du chantier des zones d'installation de chantier, accès, abords.
- Les frais d'alimentation des engins de levage du lot 1 Gros-Œuvre uniquement.
- La réalisation du panneau de chantier tel que défini dans le présent document

b) A la charge de l'entreprise d'électricité

- La réalisation des lignes de chantier avec les tableaux de protection.
- La réalisation provisoire de l'éclairage de chantier à l'intérieur et à l'extérieur de la zone chantier.

c) A la charge de l'entreprise de plomberie – ventilation

La réalisation des réseaux provisoires :

- D'alimentation d'eau froide,
- D'évacuation des eaux usées et des eaux vannes
- D'eau pluviales.

6.02

DEPENSES D'ENTRETIEN ET DE CONSOMMATION – COMPTE PRORATA

Sont à la charge de toutes les entreprises via le compte prorata, les dépenses suivantes :

- Détérioration des matériels et matériaux selon la définition du chapitre 0 « Généralités communes à tous les corps d'état »,
- Dépenses de fourniture et de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone,
- Dépenses de nettoyage du chantier (abords et nettoyage général du chantier, chaque entreprise ayant pour obligation d'assurer son propre nettoyage).
- L'ensemble des frais de fonctionnement et d'entretien des installations de chantier.
- La gestion des bennes à gravats et leur évacuation tel que défini dans le présent document.
- Les frais d'entretien et de fonctionnement du préchauffage, à la charge du lot Cloisons (3), selon nécessité du lot 3.

7.00

GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA

Suivant Annexe de la NF P 03-001 :

C.1 Objet

La présente annexe fixe les modes de gestion et de règlement du compte prorata.

C.2 Personne chargée de la tenue du compte prorata

C.2.1 Désignation

Le compte prorata est tenu :

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, par le mandataire ;

Dans le cas d'entrepreneurs non groupés, par l'entrepreneur du lot principal ou par l'entrepreneur qui lui serait substitué par décision du comité de contrôle.

C.2.2 Attributions

La personne chargée de la tenue du compte, suivant les instructions du comité prévu par le paragraphe C.3 du présent document et sous son contrôle :

Tient à jour une comptabilité distincte ;

Propose le budget initial et ses modifications ;

Propose les modalités des appels de fonds ;

Propose les barèmes prévus au paragraphe C.5.2 du présent document ;

Établit périodiquement l'état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance des entrepreneurs ;

Informe le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage de la situation de chaque entreprise vis-à-vis du compte prorata ;

Établit le projet de décompte final du compte prorata.

C.2.3 Rémunération

La rémunération toutes taxes comprises de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant toutes taxes comprises des dépenses imputées au compte prorata hors ladite rémunération.

Ce pourcentage est fixé par accord particulier entre cette personne et le comité de contrôle. À défaut d'accord, ce pourcentage est égal à 8 % des obligations visées au premier alinéa du présent article.

C.3 Comité de contrôle

C.3.1 Composition et désignation

Le comité de contrôle comportera un nombre impair de membres et, à défaut d'arrangements particuliers, au moins :

Un représentant du ou des lots de structure (gros œuvre, charpente métallique) ;

Un représentant du groupe des lots de second œuvre (étanchéité, menuiserie, métallerie, sols, peinture, plâtrerie, isolation, etc.) ;

Un représentant du groupe des lots d'équipement (plomberie, électricité, génie climatique, ascenseurs, etc.).

Chaque membre du comité est désigné à la majorité simple des entrepreneurs du groupe qu'il représente. Chaque entrepreneur de chaque groupe dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son marché par rapport à la somme des montants initiaux des marchés des entrepreneurs du même groupe.

Un membre suppléant, destiné à remplacer le membre titulaire en cas d'absence de celui-ci, sera également désigné dans les mêmes conditions.

Les membres du comité de contrôle sont désignés lors de la période de préparation.

La personne chargée de la tenue du compte prorata représente le groupe auquel elle appartient. Le maître d'œuvre peut être invité par le comité de contrôle à donner son avis.

C.3.2 Attributions

Le comité a pour mission :

De décider de l'engagement des dépenses communes imprévues ;

De contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, d'accepter ou de refuser les factures présentées ;

De statuer sur le solde et le règlement du compte prorata ;

Et plus généralement de prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.

C.3.3 Réunions du comité de contrôle

Le comité de contrôle se réunit périodiquement et, en cas de besoin, à la demande de la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres, chaque représentant du groupe disposant d'une voix.

C.3.4 Rémunération

Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres du comité de contrôle, à l'exception de celle prévue au paragraphe C.2.3 du présent document.

C.4 Recettes du compte prorata

En début de chantier, il est arrêté par accord entre les entrepreneurs un budget prévisionnel pour le compte prorata de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata. Il fixe également les modalités de ce versement.

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 50 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

La personne chargée de la tenue du compte prorata établit les factures ou appels de fonds :

Sur la base des montants des marchés de chaque entrepreneur communiqué par le maître d'œuvre, s'il est décidé de constituer un fonds de roulement ;

Puis mensuellement ou trimestriellement, sur la base des situations de travaux réalisés par chaque entreprise dont les montants sont communiqués par le maître d'œuvre. Les montants des factures ou appels de fonds précités sont payés à la personne chargée de la tenue du compte dans les 30 jours au plus tard à compter de leur réception. Ces paiements sont indépendants des règlements des acomptes ou du solde par le maître de l'ouvrage.

Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les retards de paiement ouvrent droit pour le créancier au paiement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 10 points de pourcentage. De plus, une indemnité forfaitaire de compensation des frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due au créancier. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Sont inscrites au crédit du compte prorata, les recettes provenant de la location ou de la récupération des installations, matériels, etc., ayant donné lieu à inscription au débit de ce compte.

C.5 Dépenses du compte prorata

C.5.1 Conditions d'inscription

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements qui sont établis en trois exemplaires, l'un pour le créancier, les deux autres pour la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Chaque entrepreneur renonce expressément à demander le paiement des factures qu'il n'aurait pas produites à la personne chargée de la tenue du compte dans un délai de deux mois à compter de la réalisation de la prestation et au plus tard 15 jours après la réception des travaux.

C.5.2 Imputations au compte prorata

C.5.2.1

Les dépenses imputées au compte prorata comprennent :

Les frais de la main-d'œuvre d'exécution de l'entreprise ;

Les frais de matériels, les fournitures rendues chantier aux prix facturés à l'entreprise ;

Les prestations réalisées par des tiers.

C.5.2.2

Chacun de ces postes est calculé :

Soit sur la base de justifications détaillées : pour les frais de la main-d'œuvre d'exécution, les attachements devront indiquer le temps passé ainsi que le nom et la qualification de l'ouvrier ;

Soit sur la base d'un barème approuvé par le comité de contrôle ;

Soit sur la base des prix unitaires du marché, éventuellement affectés d'un rabais fixé par le comité de contrôle ;

Soit sur devis approuvé par le comité de contrôle.

C.5.2.3

À chacun des postes évalués sur la base de justifications détaillées, il sera appliqué un coefficient multiplicateur arrêté dès le démarrage du chantier, en accord entre les entrepreneurs. Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 50 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

À défaut d'accord entre les entrepreneurs, ce coefficient sera fixé par le comité de contrôle.

C.5.2.4

Au montant des dépenses ainsi calculé, l'entreprise prestataire ajoutera l'imputation de la TVA au taux applicable.

C.6 Gestion et information

Le montant des factures présentées par chaque entreprise prestataire est porté à son crédit dans le compte de répartition établi par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Si ce compte de répartition fait apparaître un solde créditeur en faveur d'une entreprise prestataire, des versements même partiels peuvent lui être effectués après accord du comité de contrôle.

Tous les deux mois, la personne chargée de la tenue du compte dresse un état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance de tous les entrepreneurs.

C.7 Solde et répartition définitive

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux, par la personne chargée de la tenue du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Toutefois, pour certaines dépenses expressément énumérées, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier. Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les 45 jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître par écrit ses observations.

Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis dans les huit jours au comité de contrôle qui dispose de 21 jours pour faire connaître sa décision. Ensuite, la personne chargée de la tenue du compte prorata émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise. Ces factures ou avoirs comprennent la TVA au taux applicable.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au comité de contrôle pour la fixation de sa contribution.

C.8 Litiges

Les différends, nés à l'occasion de la gestion et du règlement du compte prorata, sont soumis au tribunal compétent du lieu d'exécution des travaux, à moins que les parties conviennent de recourir à l'arbitrage. Le comité de contrôle peut décider que les frais exposés à cette occasion seront portés au débit du compte prorata